



**Lettre à Monsieur J.-C. Juncker, Président de la Commission, à l'occasion de son discours sur l'Etat de l'Union**

Le 12/09/2016

Monsieur le Président,

Alors que vous vous apprêtez à prononcer votre second discours sur l'état de l'Union, de nombreux citoyens européens s'interrogent sur l'avenir de l'Union européenne. Les politiques de l'Union européenne inquiètent les citoyens, de plus en plus tentés par un repli nationaliste, voire xénophobe, si l'on en croit les votes récents.

Lors de votre prise de fonction, vous aviez annoncé que votre Commission était celle de la dernière chance. Dans cette logique, soit nous réussissons à réduire de façon draconienne le niveau du chômage, à proposer des politiques européennes qui répondent aux attentes des citoyens, à redonner une perspective européenne aux jeunes, soit nous échouons à convaincre de notre capacité à mettre en œuvre des politiques aux résultats visibles et crédibles.

Il nous paraît urgent que la Commission européenne reprenne la place qui est la sienne dans l'architecture décisionnelle interinstitutionnelle, en évitant de se limiter systématiquement au plus petit commun consensus des états membres et en reprenant son droit d'initiative. Pour une décision courageuse sur l'évasion fiscale de l'entreprise Apple, combien de renoncements de la Commission, notamment en matière de santé ou d'environnement ? Le "mieux légiférer" est souvent un prétexte pour ne rien faire ou pour laisser faire des pratiques contestables. La Commission doit reprendre la capacité d'initiative politique que lui confèrent les Traités pour mieux servir l'intérêt bien compris de l'Europe. Sa légitimité est reconnue lorsqu'elle incarne le droit, l'équité et la responsabilité devant les citoyens.

La Commission devrait se montrer fermement pro-active en faisant publiquement le constat de ce qui devrait être amélioré et en bâtissant des propositions courageuses sur les sujets qui préoccupent les citoyens (relance économique par un budget revu à la hausse et par un renforcement conséquent du *Plan Juncker*, achèvement d'une politique monétaire commune pour renforcer l'euro, actions communes pour gérer la crise migratoire...)

L'Europe de l'équité et du changement démocratique doit enfin trouver sa traduction dans les orientations politiques et les choix de financement des politiques. L'expérience des vingt dernières années a prouvé qu'une politique économique ne peut se passer d'un volet social. Sans lui, la société s'affaiblit, les travailleurs s'appauvrissent, les chômeurs sont exclus de toute perspective de reprise. L'inégalité délite le corps social. 25% de la population de l'Union est menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale, par des politiques d'austérité par ailleurs contre-productives, et ce chiffre n'est qu'une moyenne qui cache des disparités régionales beaucoup plus fortes.

Il faut donc enfin donner un vrai contenu au Pilier Social. Ce Pilier Social ne devra pas être seulement une déclaration d'intention appelant à une coordination des efforts des États membres, mais devra se fonder sur des actions réglementaires et surtout sur des moyens financiers suffisants et ciblés, en faveur d'une politique sociale européenne qui remette la solidarité au cœur de l'action de la Commission.

Pour réaliser cette ambition, nous vous demandons de renouveler le débat avec les citoyens européens. Ce débat devra être ouvert, débarrassé du jargon bureaucratique et devra être mené selon des modalités qui permettront aux citoyens d'y participer réellement, y compris ceux qui pour l'instant ne perçoivent pas les retombées positives des politiques actuelles ou qui en sont exclus.

La Commission doit revisiter son propre code déontologique afin que l'image de l'institution soit désormais à l'abri de tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait la remettre en cause.

Enfin, en tant que Président d'une organisation représentative du personnel, je me dois d'attirer votre attention sur la détérioration de la fonction publique européenne. Les mesures tendant à réduire aveuglement les coûts conduisent à des dysfonctionnements dont l'impact est souvent sous-estimé. En même temps, les niveaux hiérarchiques se multiplient, de façon souvent incompréhensible. Ils alourdissent les prises de décisions, diluent les responsabilités. L'éclatement des fonctions réglementaires au sein d'agences européennes dispersées renchérit les coûts de coordination et ralentit les processus. La multiplication des agences exécutives et d'autres organismes semi-communautaires éloigne les DG des opérateurs de terrain, des bénéficiaires de l'aide communautaire ; la coordination et le "reporting" absorbe des ressources humaines considérables en les détournant des actions productives. Par ailleurs, la fonction publique européenne n'est presque jamais défendue contre des attaques malveillantes et injustes d'organes de presse.

Il faut retrouver un sens aux politiques européennes et, comme vous le disiez " rapprocher les citoyens de l'Europe, ce qui passe par une réduction visible et rapide du niveau du chômage et des perspectives européenne à la jeunesse". Nous espérons tous que vous enverrez demain ce signal qui manque à l'Europe, qui manque d'abord à la Commission européenne.

Je vous prie, Monsieur le Président, d'agréer l'expression de mes sentiments les plus distingués.

***Georges Vlandas***



**Letter to Mr J.-C. Juncker, President of the Commission, on the occasion of his State of the Union address**

12/09/2016

Dear Mr President,

Now that you are preparing to give your second State of the Union address, large numbers of European citizens are wondering about the future of the European Union. European Union policies are a matter of concern for citizens who are increasingly drawn to a nationalist, even xenophobic, solution, if we are to believe the evidence of recent votes.

When you took up your post you announced that yours would be a last chance Commission. In this line of thinking, either we are successfully reducing the level of unemployment (in a rather Draconian manner), proposing European policies that meet the expectations of the citizens, and providing our youth with a European perspective, or we are failing to convince people of our ability to implement policies with visible and credible results.

We believe that the European Commission should, as a matter of urgency, regain its place in the inter-institutional decision-making architecture by not systematically limiting itself to the lowest common denominator of consensus between the Member States and by taking back its right of initiative. For one brave decision on tax evasion by Apple, how many renunciations have there been by the Commission, especially in regard to health and the environment? "Better lawmaking" is often a pretext for doing nothing or ignoring questionable practices. The Commission must regain the capacity for political initiative conferred on it by the Treaties so that it can properly serve the best interests of Europe. Its legitimacy is recognised when it embodies law, fairness and responsibility before its citizens.

The Commission should show itself to be resolutely pro-active by publicly taking stock of what needs to be improved and by creating bold proposals on the subjects that are of concern to citizens (economic stimulus by an upwardly revised budget and the consequently reinforced *Juncker Plan*, completion of a common monetary policy to support the Euro, joint action to manage the migration crisis, etc.).

A fair Europe of democratic change must finally find its meaning in the political orientations and financing choices of its policies. The experience of the last twenty years has proved that an economic policy cannot work without a social component. Without this, society becomes weaker, workers poorer, and the unemployed are left without any hope of recovery. Inequality fragments the social body. 25% of the population of the EU is threatened by poverty or social exclusion and counter-productive austerity policies, and this figure is only an average that conceals much greater regional disparities.

We therefore need to give the Social Pillar real content. This Social Pillar must not be merely a declaration of intent calling for a coordinated effort from the Member States; it must be based on regulatory actions and above all on adequate and targeted financial resources, in favour of a European social policy that reinstates solidarity at the heart of the Commission's actions.

To achieve this ambition, we ask you to renew the debate with European citizens. This debate must be open and free of bureaucratic jargon and must be conducted using methods that allow citizens to participate fully, including those who do not at present receive the benefits of current policies or are excluded from them.

The Commission must revisit its own deontological code so that the image of the institution is sheltered from any risk of conflict of interest that could call it into question.

Finally, as President of a staff representative organisation, I must draw your attention to the deterioration of the European Civil Service. Measures intended to blindly reduce costs have negative consequences that are often underestimated. At the same time, the number of management levels is increasing, often incomprehensibly. They are an obstacle to decision-making and dilute responsibilities. The breaking up of regulatory functions within dispersed European agencies drives up coordination costs and slows the entire process down. The multiplication of executive agencies and other semi-Community bodies distances the DGs from the operators on the ground and from the beneficiaries of Community aid; coordination and reporting absorb substantial human resources while diverting them from productive activities. Furthermore, the European Civil Service is almost never defended from malicious and unfair attacks by the press.

We must rediscover a meaning for European policies, and in your words "bring together the citizens of Europe, which will be achieved by a visible and rapid reduction in unemployment and improving the prospects for Europe's youth". We all hope that tomorrow you will send this message that Europe, and above all the European Commission, needs to hear.

Yours sincerely,

***Georges Vlandas***